

## **Comment ménager la chèvre et le chou**

Pris entre le marteau de la crise financière qui s'abat sur le pays et l'enclume de la demande sociale de plus en plus importante, l'Exécutif tente, à travers l'avant-projet de loi de finances 2019, de trouver les solutions les plus idoines pour assurer les réglages budgétaires nécessaires à un bon fonctionnement de l'État, mais qui doivent aussi garantir un certain équilibre social. Et pour cause. Le pays est à quelques encablures d'une échéance politique cruciale pour l'avenir de la Nation.

Ayant dilapidé le capital confiance au bout de quatre mandats qui laissent le pays affaibli politiquement, économiquement et socialement, le système est contraint d'évoluer sur un terrain miné pour décider des mesures à même de ménager les différentes catégories de la société. Il y va d'une paix sociale que les autorités ne veulent absolument pas mettre en péril. Et c'est ce qui explique pourquoi la pression fiscale dans l'avant-projet de loi de finances pour le prochain exercice est orientée beaucoup plus vers les entreprises et le monde économique de manière générale que vers le commun des citoyens. Ainsi, Dans le but d'éviter d'attiser la colère des populations déjà sur le gril avec les hausses incessantes des prix des différents produits alimentaires, l'Exécutif lorgne des niches qui, jusque-là, sont restées inexploitées, pour des raisons que l'on ne connaît pas trop.

Cela peut être tout simplement dû à un manque d'imagination ou, ce qui est plus plausible, à une volonté de ne pas trop incommoder certains milieux économiques qui ont le bras long au sein des institutions. Et comme l'élection présidentielle est en train de pointer et que les tenants du pouvoir ne peuvent se permettre d'ouvrir un front social bouillonnant, sachant qu'en tout état de cause, l'argent devant servir à renflouer les caisses de l'État doit forcément être trouvé, le gouvernement se tourne vers d'autres palliatifs qui auraient pu, depuis longtemps, constituer des sources intéressantes pour la fiscalité publique. La lutte contre l'informel, l'évasion fiscale et des épiphénomènes comme l'endettement fictif des entreprises auprès de sociétés de services établies à l'étranger, les transferts de devises, etc., peuvent offrir à l'État une manne loin d'être négligeable au vu de l'ampleur de ces fléaux dans le pays. Il reste que cela implique une volonté politique inébranlable et à toute épreuve car la mission est loin d'être une mince affaire face à l'ostentatoire influence qu'exerce le monde de l'argent sur les institutions.